

Introduite en milieu carcéral après la deuxième guerre mondiale, vers 1949, l'activité physique et sportive est devenue, progressivement, l'une des outils privilégiés pour la réinsertion sociale, voire professionnelle, des détenus en France.

Facteur d'équilibre et d'épanouissement personnel, le sport favorise la courtoisie et contribue à l'amélioration des conditions de détention au sein des établissements pénitentiaires.

Historique :

C'est seulement après la deuxième guerre mondiale que l'intérêt de la pratique de l'exercice physique par certaines personnes détenues est évoqué. Avant cela, la promenade était la seule activité physique reconnue.

La reconnaissance des bienfaits des activités physiques et sportives en prison est relativement récente. (depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale).

La première note fait apparaître la notion de « culture physique » la recommandation une demi-heure par jour pour les détenus condamnés à de longues peines et âgés de moins de 35 ans. C'était en 1949 !

Progressivement, la gymnastique sera étendue à d'autres types de détenus jusqu'aux premières instructions générales données le 1^{er} octobre 1958 sur la pratique de l'éducation physique et du sport afin de doter les établissements pénitentiaires de matériels sportifs et de terrains ou salles de sport.

En 1959, l'obligation de la pratique sportive devient réglementaire (art. d 362 et d 363 du code de procédure pénale).

Une approche historique permet de constater que l'introduction des activités sportives en prison a d'abord été motivée par une logique disciplinaire puis, avec le temps, la pratique du sport en détention est devenue un outil éducatif participant à la réinsertion des détenus.

ROLE DU SPORT EN PRISON

A la fois objet et moyen d'éducation, les activités physiques et sportives contribuent à la préservation de la santé et à l'insertion sociale des personnes détenues en rythmant la vie de l'établissement et en l'ouvrant sur l'extérieur, elles offrent un espace d'épanouissement

physique et moral.

Les activités physiques et sportives constituent un facteur important d'équilibre, de santé, d'épanouissement de chacun ; elles sont un élément fondamental d'éducation, culture et de vie sociale. Leur développement est d'intérêt général et leur pratique constitue un droit pour chacun quel que soit son sexe, son âge, ses capacités ou sa condition sociale.

La pratique des activités physiques et sportives, exercée en milieu associatif constitue l'un des moyens permettant à des publics en difficulté, jeunes et adultes, de retrouver une partie de liens sociaux leur faisant défaut. L'association sportive représente un cadre dynamique et convivial où les relations humaines autour de la citoyenneté ont un sens.

Le sport a une fonction éducative auprès d'un public souvent réfractaire à l'autorité et aux réglementations.

L'analyse longitudinale des pratiques sportives de détenus français effectuée par **Laurent Gras** montre que les fonctions remplies par le sport en prison ne se réduisent pas exclusivement à une dimension occupationnelle et ludique. La reconstitution des parcours

sportifs en milieu carcéral permet de constater qu'au cours de leur peine, des détenus s'inscrivent dans un réel processus d'apprentissage et de rationalisation des techniques sportives dans un contexte où l'accès à ces pratiques reste sélectif.

Dépendant étroitement des positions occupées dans cet environnement particulier, l'évolution des motivations rend compte de véritables carrières sportives au cours desquelles les détenus remanient perpétuellement le sens qu'ils donnent à leur engagement. Ce constat aboutit à une approche originale des peines car en dépit de la complexité à définir l'impact de ces pratiques sur la réinsertion, l'existence de cette évolution entre représentations et pratiques dévoile la dynamique possible d'un parcours de détention.

Facteur d'équilibre, le sport joue un rôle fondamental dans l'amélioration des conditions de détention et le maintien d'un bon climat dans les établissements pénitentiaires. Il oblige à accepter des règles, à prendre des responsabilités et à s'investir dans une pratique collective.

MODELE DU SPORT CARCERAL EN FRANCE

Quatre périodes ont permis de l'instituer :

- * De 1945 à 1958 :
À titre expérimental .

- * De 1958 à 1972 :

Les contours d'une première réglementation.

- * De 1972 à 1987 :

Les premières applications .

- * De 1987 à nos jours :

La qualification et la formation de l'encadrement.

Le développement de la pratique sportive dans les prisons françaises est en adéquation avec l'action sport pur tous du conseil de l'Europe qui recommande que le sport et le loisir soient accessibles à tous ceux qui veulent y participer, quels que soient leur situation, leurs origines ou leurs handicaps.

On estime que dans les établissements pour peine, 60% des personnes détenues accèdent à 7 - 10 heures en moyenne de pratique sportive par semaine.

Dans les maisons d'arrêt, cette estimation serait ramenée à 40 % pour 2 heures par semaine.

Même ancien, un établissement pénitentiaire ne disposant pas d'espace pour implanter des équipements sportifs, aura toujours su transformer une cellule en mini-salle de musculation et disposera d'un panier de basket dans la cour de promenade.

Moyens humains et équipements en quelques chiffres :

- * 260 surveillants moniteurs de sport .

- * 10 coordinateurs sportifs (personnels pénitentiaires)
- * Plus de 100 vacataires
- * 15 animateurs bénévoles
- * Prés de 100 terrains de sport
- * 67 cours de promenade où peuvent être pratiquées des activités sportives.
- * 33 gymnases
- * 120 salles à vocation sportive générale.

L'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) en France forme les moniteurs de sport recrutés en interne parmi les personnels pénitentiaires, titulaires depuis au moins un an. Une formation sur huit mois peut leur permettre d'obtenir un diplôme d'études supérieures (deug, licence, maîtrise)

Les équipements sportifs et terrains de sport occupent désormais une place essentielle dans la conception des établissements pénitentiaires les plus récents ou à construire. Au-delà des installations, le réseau sportif, la formation des personnels ont évolué et les expériences se sont multipliées.

Football, handball, basket-ball, boxe, volley et tennis de table sont les sports les plus pratiqués dans les établissements pénitentiaires. Aujourd'hui, il n'est pas rare que des détenus bénéficient de permission de sortir pour des activités sportives encadrées, hors les murs (randonnées, équitation, rafting, VTT).

FORMATION DE MONITEURS DE SPORT :

Recrutés par voie de sélection interne, les surveillants moniteurs de sport sont formés à l'Ecole Nationale d'Administration pénitentiaire (ENAP).

Surveillant titularisés depuis au moins un an, les élèves moniteurs de sport y suivront une formation initiale d'une durée de 8 mois.

L'ENAP propose également des formations continues aux professionnels en activité pour leur permettre de réactualiser leurs connaissances et d'obtenir le cas échéant un diplôme de niveau III (DEUG).

Une formation professionnelle (sport et développement des dispositifs de prévention et de réinsertion) organisée par l'ENAP, et des instituts universitaires, délivre trois niveaux de diplômes (DEUG, licence, maîtrise).

Cette formation diplômante dans les secteurs de la prévention de la délinquance, de l'exécution des peines et de la réinsertion sociale est proposée aux professionnels du sport de l'administration pénitentiaire en formation continue.

La 20^e promotion de moniteurs de sport formés actuellement à l'ENAP

comporte vingt deux élèves, candidats aux DEUG.

Dans son rapport intitulé les conditions de la réinsertion socioprofessionnelle des détenus en France, rendu public le 15 février et présenté au nom de la section des affaires sociales du conseil économique et social, le rapporteur **DONAT DECISIER** souligne le rôle important des activités sportives dans la réinsertion sociale, voire professionnelle, des détenus en France.

Aussi essentiel que le maintien des liens familiaux, la lutte contre l'indigence, les activités culturelles ou encore les actions d'enseignement et de lutte contre l'illettrisme, le sport entretient et favorise le lien social durant l'incarcération, influe fortement sur le vécu carcéral de chaque détenu et sur le désir de réinsertion. Reste que le droit de pratiquer des activités sportives, Prévu par le code de procédure pénale, n'est pas toujours exercé dans les meilleures conditions faute d'équipements adaptés.

Un protocole d'accord passé entre le ministère de la justice et celui de la jeunesse et des sports définit les principes communs d'une politique sportive en milieu carcéral.

Il porte sur le temps de pratique hebdomadaire des activités physiques, sur les équipements sportifs ainsi que

sur la formation des animateurs. Une convention-cadre signée en 2004 avec 14 fédérations sportives favorise et développe en quantité et en qualité (encadrement, animation et formation) le sport en prison. Elle doit également permettre une mise en conformité des pratiques sportives, des installations et du matériel.

La population pénale a aujourd'hui accès aux installations sportives pour une pratique hebdomadaire moyenne de 2 à 3 heures. Les efforts engagés visent à étendre cette moyenne à 6 heures. Dans les futurs établissements pour mineurs, il est prévu que les jeunes détenus puissent bénéficier d'environ 20 heures d'activités sportives par semaine.

